Rapport de l'Evaluation Rapide des besoins
Province de l'Ituri, territoire d'Irumu, Chefferie de Walendu Bindi,
Zones de santé de Gety
Date de l'évaluation : du 20 au 26 Octobre 2021
Date du rapport : 30/10/2021

1.1 Aperçu de la situation / Description de la crise

Nature de la crise :	• Conflit • Mouvements de population		
Date du début de la crise :	Février 2021	**Date de confirmation de l'alerte** :	
Code EH-tools	4080		
Si conflit :			
Description du conflit	Depuis une décennie, l'environnement protecteur des civils reste volatile dans la province de l'Ituri avec les exactions commises par les différents groupes armés dont les Allied Democratic force (ADF) venus du Nord Kivu, la Force Patriotique et Intégrationniste du Congo (FPIC), la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO) à travers ses différentes factions et le Zaiire. Depuis le début de cette année 2021, des éléments des ADF effectuent des incursions dans les zones de santé de Boga et celle de Komanda. Les localités de Bogi, Buliki, Ngombe Nyama toutes périphériques du centre de négoce de Komanda dans la zone de santé porte le même nom ont fait l'objet d'incursions de ces présumés **ADF** durant les deux dernières semaines du mois de septembre 2021. Chassés de leurs bastions de Nyankunde et Marabo et réduits au silence en fin avril 2021 après les affrontements contre les éléments des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) les FPIC ont se sont réveillés depuis juillet 2021 avec le retour de la population dans cette zone et ont été auteurs de nombreuses attaques contre les civils. Ces exactions contre les civils ont ainsi été à l'origine de nouveaux déplacements des retournés fraichement rentrés dans leurs localités de provenance. Plusieurs incursions assorties de violations des droits humains ont été perpétrées dans les localités de ces deux zones de santé dont Komanda et Nyankunde. Le dernier cas en date est celui du 25 septembre 2021 où vers 11 heures à Makayanga[1], en zone de santé de Komanda que des éléments armés des **Forces Patriotique et Intégrationniste du Congo (FPIC**) ont incendié 37 maisons et pillé dans treize ménages de retournées. Les incursions des ADF dans les zones de santé de Komanda et de Boga ainsi que celles des FPIC dans les zones de santé de Komanda et Nyankunde ont été assorties des exactions à l'encontre des civils notamment des meurtres, des incendies de maisons, des pillages de biens, des enlèvements, des travaux forcés, des coups et blessures. Cette recrudescence des attaques a occasionné un déplacement de ménages de retournés et PDIs des localités attaquées vers les localités de Singo Kandana, Adumba, Songokoy, Songolo Anyozo du groupement Baviba. Leur nombre est estimé à **1.210 ménages** venus des localités de Komanda, Irumu, Makayanga, Mangiva, Ngombe Nyama, Bolombo, Bogi, Beyi en zone de santé de Komanda et Marabo, Nyankunde, kalingi, Sililo, Badiya en zone de santé de Nyankunde. Selon certaines sources dans la zone, ces déplacés qui sont arrivés depuis le mois d'avril 2021 vivent sans assistance. On signale parmi eux la présence d'enfants non accompagnés et d'enfants séparés qui courent les risques d'être enrôlés dans les forces et groupes armés, et qui seraient utilisés dans les pires formes de travail dans les carrés miniers, exploités économiquement par les autochtones et des jeunes filles se livreraient à la pratique de sexe de survie pour subvenir à leurs besoins. Pour s'imprégner des conditions dans lesquelles vivent ces déplacés, une évaluation a été conduite du 20 au 25 octobre 2021 en vue de relever les besoins fondamentaux de ces personnes dans cette zone et formuler des recommandations adéquates pour d'éventuelles assistances. En vue d'obtenir des données et/ou informations plus fiables et suffisamment représentatives, l'équipe composée d'un Officier de Protection, de trois assistants de protection et d'un animateur de protection a		

[1] Située à environ 5 km au nord-est de Komanda centre dans le groupement Bandiamusu, chefferie de Basili

	utilisé une méthodologie active et participative (interactive) mais aussi inclusive. Des entrevues individuelles ont eu lieu avec 15 informateurs clés (des autorités locales, des représentants de la société civile, responsables des églises, des structures médicales et autres) ont été effectuées tout en tenant compte de l'aspect âge, genre et des différentes catégories d'âge. Dix huit Focus Group Discussions (FGDs) ont été réalisés avec les groupes des déplacés dans ces différentes localités et aussi avec des membres de la communauté hôte (composés de 6 personnes au maximum). L'observation directe a été parmi les méthodes utilisées par l'équipe tout au long de la mission. Lors des récoltes des données, les mesures barrières contre la propagation du Coronavirus ont été respectés dans l'objectif de prévenir de probables contaminations.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

AIRES DE SANTE	LOCALITES / VILLAGES	NOMBRE DES MENAGES	NOMBRE DES PERSONNES
	Adumba, Mangu/kandana Et Singo 1	292	1.460
	Nyamao avini/sodu	1.491	7.455
	Songolo	573	2.865
	Medu	98	490
	Soke	817	4.085
	Olongba	1.747	8.735
	Opili	273	1.365
	Bahura	161	805
	Avenyuma	563	2.815
	Mbodhina	139	695
	Songo Koyi	278	1.390
Sous total		**6.432**	**32.160**
TOTAL GENERAL		**6.432**	**32.160**

Sources : Comité PDIs, autorités locales, société civile.

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années			
Date/Période	Effectifs	Provenance	Cause
Février à mai 2021	**1.282** ménages	• chefferie de Mobala (Marabo, Sililo, kaya) et Andisoma (Nyakunde, Loyi, Kalingi, Kihero, Busuanza, Djunde, Nazanga Banjele)	Attaques des groupes armés FPIC et ADF suivies d' exactions contre les civils
Octobre 2021	xxxx	• chefferie de Basili Makayanga, komanda centre, Bogi, Mangiva, Buliki en zone de santé de komanda.	Attaques et incursions des ADF suivies d'exactions contre les civils.
	6.432 ménages		

Indiquer la référence de la source d'information démographique, la période et le responsable (organisation/structure) de collecte de ces données.

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Selon les informations recueillies lors des focus groups organisés dans les localités visitées les personnes déplacées ont affirmé avoir perdu leurs biens (ustensiles de cuisine, vivres etc.) dans les zones d'origine. Certaines cases ont été incendiées et les biens pillés et/ou incendiés par les éléments des groupes armés.	
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : ± 95 Km	
Lieu d'hébergement	• Communautés d'accueil • Centres collectifs (EP Songo koyi, EP Adumba et Eglise CE39) • Anciens abris abandonnés par les anciens déplacés	**EP Songo koyi :** 42 ménages **EP Adumba :** 27 ménages **Eglise CE39 :** 35 ménages

Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Les familles déplacées nouvellement arrivées dans les localités qui ont fait l'objet de l'évaluation ont toutes le désir de retourner dans leurs villages d'origine. Ils souhaitent ardemment le retour de la paix dans la zone pour pouvoir y retourner le plus vite possible.

Si épidémie

Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Total				

Perspectives d'évolution de l'épidémie	RAS

1.2 Profile humanitaire de la zone

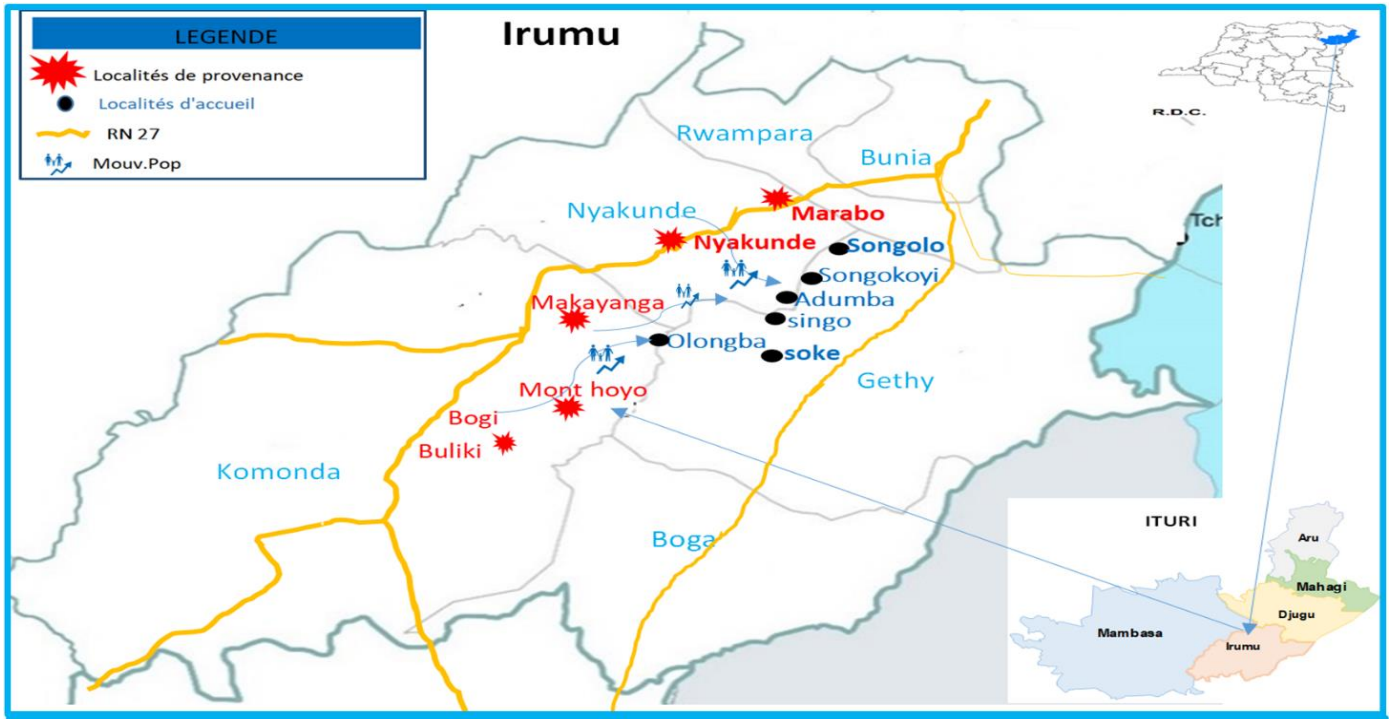
Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	***Réponses données***	***Zones d'intervention***	***Organisations impliquées***	***Type et nombre des bénéficiaires***
Mouvement de population causé par l'activisme de groupes armés actif dans la zone	Monitoring de protection et renforcement de la protection communautaire auprès des populations affectées par le déplacement,	Zone de santé de Gety	INTERSOS avec le financement du HCR	Déplacés, retournés
	Protection de l'enfant	Zone de santé de Gety	UNICEF /AJEDEC.	Déplacés
	Sécurité alimentaire (identification des bénéficiaires pour une prochaine distribution des outils aratoires et semences)	Soke,	C.I.C.R	Déplacés
	Appuie en médicaments et intrants aux centres de santé ciblés ;	Olongba, Soke, Singo.	MEDAIR	Déplacés et autochtones
Sources d'information		Donneurs d'alerte, rapports des organisations dans la zone, rapports des interventions passées,		

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Des groupes de discussion ont été organisés dans les différentes localités où les évaluations ont été conduites en respectant l'approche âge, genre et diversité et les mesures barrières liées à la covid 19.

Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités



Carte de la zone du territoire d'Irumu indiquant la zone de sante de Komanda et Nyakunde ayant subii les attaques et celle de Gety accueillant les PDIs.

Techniques de collecte utilisées	Les techniques suivantes ont été utilisées pour la collecte des données : - Observations directes dans les ménages en familles d'accueil, visites des sources et structures sanitaires. - Contact avec les autorités locales (chef de la chefferie, de groupement, chefs de villages, IT des CS, directeurs d'écoles comme informateurs clés pour la collecte des données sectorielles.
	- Entretien en groupes de discussion avec les personnes parmi les déplacées et certains autochtones comme informateurs clés. - La technique d'enquête, la méthode d'analyse documentaire des données récoltées par des structures sanitaires, les chefs des localités et groupements,
Composition de l'équipe	INTERSOS.

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)	***Recommandations pour une réponse immédiate***	***Groupes cibles***

SECURITE ALIMENTAIRE	Selon les personnes déplacées réunies en focus groupes, un besoin pressant se fait sentir dans le secteur de la sécurité alimentaire car depuis leur arrivée dans la zone, aucune assistance ne leur a été accordée. Des cas de malnutrition sont déjà enregistrés surtout du côté des enfants et des femmes. La persistance de l'insécurité dans les zones d'origine ne leur permet pas d'effectuer des mouvements pendulaires pour rechercher des vivres. L'accès à la nourriture reste très limité pour les populations déplacées. La crise a entrainé une augmentation considérable des prix des denrées sur les marchés vu aussi que les localités évaluées sont des carrés miniers. Non seulement ils ne disposent pas de stocks de réserves pour leur survie, mais aussi l'inflation pèse lourdement par rapport au pouvoir d'achat. Cette situation les oblige à modifier leur régime alimentaire. Afin d'améliorer cette situation, les actions ci-dessous sont nécessaires dans l'immédiat : - Distribution en cash transfert serait souhaitable en lieu et place des vivres car les routes sont en mauvais état surtout pendant cette saison de pluie. Même les véhicules 4X4 ont des difficultés pour y arriver et les ponts sont dans un état de délabrement avancé. Une bonne analyse «Do no harm » doit être préalablement menée car la zone est sous contrôle des éléments de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri. - Renforcer la sécurité et les mécanismes de protection dans la zone pour permettre aux déplacés et membres des familles d'accueil d'accéder aux endroits où ils s'approvisionnent en vivres.	Déplacés
ABRIS ET AME	Environ 80% des personnes déplacées dans les localités ciblées par l'évaluation vivent dans des familles d'accueil. Certains déplacés dans ces localités sont hébergés dans des points de regroupement (église et école). Ceux qui vivent à l'église CE30 sont obligés de quitter les lieux chaque dimanche matin pour permettre le déroulement du culte et y retournent après. Dans les points de regroupement il a été constaté la présence des 10 à 15 ménages dans les points de regroupement visités. Les maisons des familles d'accueils ayant accueilli les PDIs sont insuffisantes. Trois à cinq ménages de PDIs vivent dans des maisons d'une dimension de 4 mètres sur 5 mètres. Cette promiscuité dans les familles d'accueil expose les déplacés à des maladies et à la pandémie de la covid 19 étant donné que les mesures barrières ne sont observées. Les enfants et les parents passent la nuit dans un même abri privant ainsi ces derniers de leur intimité. Dans les localités Songo koyi, Adumba et Mango certaines familles des déplacés ont occupé les abris abandonnés qui ont été construits par les déplacés venus de Nyakunde et Marabo lors de la première vague et qui ont fait mouvement retour dans leurs localités de provenance Les déplacés passent la nuit à même le sol, sur de sacs et bâches reçus de certaines familles de bonne volonté où sur des feuilles des bananiers utilisés comme literie. Cette situation expose beaucoup plus les enfants à des maladies liées à ces mauvaises conditions de passer la nuit. S'agissant des articles ménagers essentiels, la plupart des déplacés n'en ont pas vue les conditions dans lesquelles ils ont quitté leurs lieux de provenance. Ils s'entraident entre eux. Ce qui fait que certains ménages cuisinent tardivement au-delà de 20 heures car ils attendent que ceux qui ont des casseroles finissent de cuir leurs repas pour enfin pouvoir faire la cuisine. Et dans ces conditions de nombreux enfants passent la nuit sans manger.	
SANTE	Dans les localités évaluées il n'existe qu'un seul centre de santé dans la localité de Singo située à trois kilomètre des localités de Songo koyi et Adumba. Ce centre santé était appuyé par le Comité Internationale de la Croix rouge (CICR) du 01 juin au 30 septembre 2021 en médicament. Depuis le 15 octobre 2021 c'est Medair qui appuis ce centre de santé en médicaments. Cette gratuité bénéficie à toute la population déplacée et autochtone. Les cas plus compliqués comme les interventions chirurgicales, les transfusions ou encore les césarienne sont transférés à 41 km au centre de santé de Gety. Cette situation est difficile pour les déplacés qui n'ont pas de moyens pour payer les frais de transport. Pendant le séjour à l'hôpital, ils n'ont pas aussi les moyens pour la prise en charge alimentaire et les frais de retour.	Déplacés

	Lors de l'interview avec les informateurs clés dans la localité Songo Koyi, le chef nous a fait savoir qu'au début de mois d'octobre 2021, trois enfants d'une même famille sont morts par manque de moyens financiers pour la prise en charge médicale. Il s'agissait de deux garçons de 7et 9 ans et une fille de 5 ans. Une déplacée de 42 ans était aussi morte dans sa maison par manque de soin médicaux et de la nourriture dans la même localité. Avant l'arrivée de MEDAIR dans la zone, les déplacés se procuraient les médicaments dans les pharmacies pour juste atténuer la douleur. Selon l'infirmière titulaire ajointe de centre de santé de Singo, les maladies récurrentes dans le centre de santé sont la malaria chez les enfants et les grandes personnes. Cela est dû aux puits d'or abandonnés qui sont remplis d'eau et qui sont devenus des réservoirs de moustiques. Il y'a aussi la diarrhée causée par l'utilisation de l'eau de la rivière servant pour la boisson et pour d'autres travaux. Des cas d'infections respiratoires aigües sont aussi enregistrés et cela plus chez les enfants.	
EHA	Le besoin en eau reste une préoccupation majeure suite aux vagues de déplacements, cette dernière se pose avec acuité vu le nombre des déplacés présents dans ces zones. Dans la localité de Songo koyI, la population se sert d'une source aménagée sur fond propre de la communauté ayant un faible débit. Pour l'aménagement de cette source, chaque ménage était obligé de contribuer avec une somme de 3.000Fc comme contribution. Dans la localité de Olongba, une source a été aménagée par MSF en 2010 mais qui est aujourd'hui en mauvais état avec un débit très faible. Compte tenu de cette pénurie d'eau dans la zone, des querelles surgissent régulièrement entre les femmes et filles dans toutes ces localités et surtout avec les personnes déplacées. Il s'observe un long fil d'attente au niveau de source d'eau, d'où les femmes et jeunes filles sont obligées de s'y rendre vers 5heures du matin malgré les risques. Pour remédier à cette situation, certaines familles de PDI recourent plus aux eaux de ruissellement car les autochtones préfèrent être les premiers à être servis. Cette difficulté les expose aux maladies hydriques notamment (la diarrhée, la fièvre typhoïde et autres). Dans les localités évaluées, les déplacés éprouvent d'énormes difficultés en matière de douches et latrines. Les bains sont pris la nuit aux alentours des maisons ou la journée dans les rivières exposant ainsi leur dignité et avec les risques de violences sexuelles surtout pour les jeunes filles et femmes. Dans les localités concernées par l'évaluation, 60 % de la population n'ont pas de douches et latrines. Une porte de latrine est utilisée par plus de 15 ménages ont souligné certains participant lors de focus group. Les mesures urgentes suivantes sont recommandées : Multiplier les séances de sensibilisations en faveur des déplacés sur la pratique de l'hygiène (lavage des mains etc..) ; - Distribution de savon pour les ménages déplacés - Réhabilitation /construction de latrines publiques et familiales ;	Déplacés
PROTECTION	Des cas de viols liés au conflit n'ont pas été soulevés lors de l'évaluation menée dans les zones de santé de Gety. Les informateurs clés ont confirmé qu'ils existent dans la zone des cas de mariages forcés dont le nombre n'est pas connu. A cause du manque d'accès aux moyens de subsistance et les conditions difficiles de vie dans les milieux de déplacements, certaines femmes et filles déplacées se livrent à la pratique du sexe de servie. La zone évaluée étant sous contrôle des éléments de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri, ces derniers se comportent en maitres sur terrain et sont auteurs de plusieurs violations des droits humains dans la communauté. L'érection de barrières dans certaines localités limite la libre circulation des personnes et de leurs biens. Ces barrières sont des lieux où les exactions sont commises dont les extorsions des biens, les pillages, les coups et blessures, les arrestations arbitraires et des détentions illégales. Les jours des marchés, le passage est conditionné par le payement d'une somme allant de 500 Fc à 1000 Fc ou en nature. Il convient de relever que parmi les déplacés il y'aurait des ENA qui ne sont pas formellement identifiés. Pour ce faire il est important de : - Multiplier les activités des préventions des VBG dans les zones de déplacements ;	Déplacés et membres de la communauté hôte.

	- Effectuer l'identification et la documentation des enfants non accompagnés et séparé.	
Besoins logistiques (transport et stockage)	- Les routes pendant cette saison de pluie sont en très mauvais état. Il est difficile même aux véhicules 4X4 d'accéder à certaines localités dans ce groupement suite aux bourbiers et glissement des terres qui se déversent sur les routes rendant impraticable la circulation.	Déplacés et communauté hôte
Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique		

4 Analyse « ne pas nuire »

Do harm et Risque d'instrumentalisation n de l'aide	En ce qui concerne l'aspect Do no Harm, une sensibilisation doit être préalablement menée avant toute activité d'assistance dans la zone pour ne pas assister à la situation qu'a connu certains ménages déplacés dans le groupement de Boloma voisin du groupement Baviba qui a fait l'objet de l'évaluation. Certains ménages déplacés ont été chassés des familles d'accueil parce que ces familles d'accueil n'ont pas été assistés en vivres lors de la distribution faite par Samaritan's en ce mois d'octobre 2021. Pour éviter le pire, ces ménages déplacés ont été contraints de partager les vivres reçus avec les familles d'accueil
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Les communautés Nyali, Bira, Lesse et pygmées sont celles qui ont été concernées par la nouvelle vague de déplacement à cause de la crise et se trouvent dans les zones évaluées. Le fait d'apporter une assistance à une communauté des déplacés sans prendre en considération les autres communautés risque d'exposer les acteurs d'intervention y compris les bénéficiaires.
Risque de distorsion dans L'offre et la demande de services	- L'augmentation de la population non assistée dans la zone est tributaire de l'insécurité : des cas de vols de biens dans les champs ont été signalés dans la zone. Envisager une réponse rapide dans la zone qui a accueilli des déplacés

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	Les localités de Songo-koy, Adumba, Mangu/kandana, Nyamao, avini/sodu, Songolo, Medu, Soke, Olongba, Opili, Bahura, Mbonidha, Avenyuma, Walo évaluées sont toutes situées dans le Groupement Baviba en chefferie de Walendu Bindi en zone de santé de Gety. Elles sont toutes au sud de Bunia et difficilement accessibles surtout en cette saison de pluies.

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	Aucun service des forces de défense et de sécurité n'est présent dans les localités évaluées hormis les éléments de la Police Nationale Congolaise dans La seule localité de Olongba. Les deux services présents dans cette zone sont l'Agence Nationale de Renseignement (ANR) et la Direction Générale de Migration (DGM). La sécurité dans toutes les localités évaluées est *assurée* par les éléments armés de la **Force de Résistance Patriotique de l'Ituri** (FRPI). La situation sécuritaire reste précaire dans les localités évaluées à cause de la présence des hommes du groupe armé de la Force Patriotique et Intégrationniste du Congo (FPIC) dans les chefferies voisines de Andisoma et Mobala, bastions de ces derniers et voisins direct du groupement évalué. L'absence des militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans les localités de groupement évalué reste une menace permanente de protection vu qu'un groupe armé contrôle une zone en lieu et place des forces de défense et de sécurité, le risque de dérive est considérable. Selon certaines sources, ces éléments de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) sont auteurs de violations des droits humains dont les extorsions, pillages des biens, coups et blessures et autres dans la communauté, détention dans leurs campements et au niveau des barrières érigées surtout les jours des marchés. Certains cas des coups et blessures aboutissent aux meurtres et les dépouilles sont remises aux membres des familles des victimes pour enterrement.

Communication téléphonique	Les localités évaluées sont couvertes par le réseau de communication Vodacom; la connexion internet aussi via data mobile de ces réseaux est possible. Il arrive parfois que cette connexion soit perturbée lorsque le ciel s'obscurcit.
Stations de radio	3 chaines de radios communautaires arrosent les localités évaluées. Il s'agit de la Radio Communautaire Amani (RCA) d'Aveba, RadioTélévision Maendeleo (RTM) de Gety Etat et Radio Communautaire Paxe Umoja (RCPU) de Gety Mission. En plus de ces radios communautaires, d'autres chaines sont captées localement comme la Radio Candip, Radio Okapi, RFI etc.

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.

Incidents de protection rapportés dans la zone

Lors des focus groups organisés et entrevues individuelles avec les informateurs clés dans la zone, il a été relevé les meurtres ; les violences sexuelles, les coups et blessures, les enlèvements ; les incendies et les pillages comme violations des droits humains. Ces violations sont commises plus par les ADF, FPIC et FRPI dans les localités de provenance de ces déplacés lors des incursions et embuscades dans la zone de santé de Komanda (Mont Hoyo, Bogi, Buliki, Mandibe , Makayanga,) et dans celle de Nyankunde (Mangiva, etc.).
Violences sexuelles et sexistes : Des cas de viols liés au conflit n'ont pas été soulevés lors de l'évaluation menée dans la zone. Les informateurs clés ont confirmé qu'ils existent dans la zone des cas de mariages forcés dont le nombre n'est toutefois pas connu. A cause des conditions difficiles de la vie, certains déplacés se livrent au sexe de survie dans Les localités évaluées beaucoup plus dans les carrés miniers.

MRM/Résolution1612 : Le recrutement d'enfants par les éléments de la FRPI est signalé comme violation 1612. Notons que cet enrôlement des enfants dans les FGA connait une diminution significative depuis que le processus de DDR a pris fin parce que les FRPI recrutaient les enfants sois disant pour leur faire profiter des avantages de ce processus.

Cohabitation pacifique : Aucun fait majeur n'a été signalé sur le plan de la cohabitation entre les personnes déplacées et les autochtones.

Informations additionnelles : Il sied de signaler quelques principaux problèmes rencontrés durant leur déplacement qui sont entre autres le manque de moyens de transports, l'insuffisance des moyens de subsistance, la pénurie d'eau, le transport des personnes à besoins spécifiques. (Une femme de troisième âge est tombée dans un trou lors de déplacement et s'est facturée au niveau de la hanche. Elle est actuellement dans la localité Songo koyi et ne bénéficient pas de soins appropriés par manque de moyens financiers)

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Dans les différents focus groupe, il a été ressorti qu'il n'y a pas de tensions entre la population hôte et les déplacés. À leur arrivée, les PDIs ont été bien accueillis par la communauté hôte constituée de retournés et ont bénéficié du soutien des autorités locales. Les déplacés partagent les activités sociales, culturelles avec la population hôte. Les enfants jouent ensemble et il n'y a pas de tensions signalées, Les populations déplacées et hôtes vivent en harmonie dans les localités et aucun conflit n'a été signalé.
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	Dans la zone de santé de Gety, INTERSOS a des animateurs qui documentent et rapportent les incidents de protection. Certains plaidoyers sont menés auprès des autorités locales. Les sensibilisations sont menées en termes de renforcement de la cohabitation pacifique, droits humains et les violences sexuelles et basées sur le genre. Le service de la PNC n'est présent que dans la localité de Olongba auprès de qui les cas des viols doivent être rapportés.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	L'insécurité a eu un impact sur l'accès aux services de base. Certains déplacés éprouvent des difficultés de circulation car ils n'ont pas des pièces d'identités alors qu'ils doivent traverser certaines barrières tenues par les éléments de la FRPI pour accéder aux structures de base. C'est le cas des déplacés de la localité de Songo koy qui doivent se rendre dans la localité de Singo1 où est implanté le centre de santé appuyé par Medair où les soins sont gratuits. La présence des éléments de la FPIC vers les localités limitrophes de la chefferie Andisoma et Mobala, zone de provenance des déplacés ne permettent pas à ces derniers de faire des mouvements pendulaires à la recherche des vivres dans les champs abandonnés. Cette situation a sensiblement réduit les mouvements des personnes déplacés et accroit leur vulnérabilité dans les zones de déplacements.
Présence des engins explosifs	Lors des échanges avec les déplacés et les informateurs clés, aucun n'a confirmé la présence d'engins explosifs.
Perception des humanitaires dans la zone	La perception des humanitaires est bonne dans la zone. 90% des personnes interrogées indiquent qu'elles reçoivent les humanitaires sans discrimination. Cependant, certains déplacés craignent que l'assistance n'engendre des conflits entre autochtones et déplacés et que ces derniers ne soient cibles des éléments de la FRPI dans la zone vu l'absence des éléments des FARDC.

Réponses données

Page

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	Une multitude de personnes dans le besoin, mais sans assistance.
RAS	RAS	RAS	RAS	

Gaps et recommandations	- Effectuer un ciblage dans la zone en vue de fournir une assistance selon les besoins ; - Renforcer les sensibilisations sur la cohabitation pacifique ; - Multiplier les sensibilisations sur les principes humanitaires.

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non	
Classification de la zone selon le IPC		
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Les mouvements des populations et l'insécurité ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire des populations déplacées et les membres de la communauté d'accueil. D'une part, les personnes déplacées, au cours de leur fuite, ont dû abandonner derrière elles tous leurs moyens de subsistance. D'autre part, elles ajoutent une pression supplémentaire sur les ressources déjà peu importantes des populations hôtes. Aucune assistance en vivre n'a été organisée dans la zone depuis l'arrivée des déplacés. Tous les membres des ménages des déplacés interviewés dans la zone lors des focus group ont affirmé qu'ils ne possèdent aucune réserve alimentaire. Environ 90% des déplacés vivent difficilement grâce à la générosité des membres des familles d'accueil dont la plupart sont des anciens déplacés et d'autres effectuent des travaux journaliers auprès des autochtones. Ces travaux consistent au transport du sable dans les carrés miniers, le labour et le sarclage dans les champs des autochtones etc. Ils sont rémunérés à 2500 FC le jour ou en nature (un régime de banane et un fagot de feuille de manioc). Il est ressorti des échanges avec les déplacés qu'avec l'argent perçu, ils ne parviennent pas à répondre à leurs besoins alimentaires. Cette situation a un impact négatif sur le régime alimentaire des déplacés. Lors des entretiens, les déplacés ont rapporté qu'ils ont été contraints de changer leurs habitudes alimentaires. Ils consomment actuellement un repas le jour, alors que dans leurs villages de provenance, ils avaient la possibilité de consommer deux et /ou trois repas par jour. Ce changement brusque des habitudes alimentaires a des conséquences sur la santé des déplacés, et on enregistre déjà des cas de malnutrition notamment pour les enfants de moins de 5 ans et des femmes. Une aide alimentaire est nécessaire pour répondre à cette situation. La situation des déplacés de la communauté pygmées est préoccupante dans la zone. Ils s'adaptent difficilement aux conditions de vies loin de leur milieu naturel où leurs principaux moyens de subsistance étaient la pêche, le ramassage, la chasse et la cueillette. Les marchés locaux sont fonctionnels dans la zone, cependant on enregistre une hausse des prix des produits à cause de leur rareté. La restriction des mouvements des personnes vers les champs à cause de l'insécurité a aussi impacté négativement sur les prix des produits de première nécessité. Les prix ont connu une hausse. Ceci à cause de l'accroissement brusque de la démographie de la population dans les localités d'accueil.	
Production agricole, élevage et pêche	Les habitants dont leurs champs sont situés vers la frontière avec les groupements Loy Banigaga en chefferie Andisoma n'ont plus accès aux terres à cause de l'insécurité. Ceci provoque la rareté des denrées alimentaires ainsi que la hausse de prix sur les marchés locaux. .	
Situation des vivres dans les marchés	Les marchés restent fonctionnels dans la zone. On observe une rareté des produits car la demande connait un déséquilibre avec l'offre. La population se ravitaille plus dans les marchés de Gety et Aveba chefs-lieux des deux groupements voisins. Les couts de transport sont élevés vu l'état des routes pendant cette saison de pluie et aussi la zone de déplacement est une zone aurifère.	

Tableau illustratif de l'évolution de prix dans les localités de Songo koyi et Singo

Localités			Songo koyi			Singo		
Denrées	Quantité	Unité	Prix en FC 1 an avant	Prix actuel	Ecart	Prix en FC 1 an avant	Prix actuel	Ecart
Haricot	1	Kg	1200	1200	00	1200	1200	00
Cossette de manioc	1	Bassin	7.000	14000	7000	8000	10000	2000
Huile de palme	1	Bouteille	1 500	2000	500	1 500	3 000	1500
Sel	1	sachet	500	1000	500	500	1000	500

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	**Stratégie d'adaptation alimentaire** Dans ce cadre, les ménages ont changé leur régime alimentaire. Certains ont diminué la quantité de nourriture et consomment un repas par jour et d'autres consomment des aliments qu'ils n'aiment pas juste pour survivre. Ils vivent difficilement grâce à la générosité de certains membres des familles d'accueil dont la plupart sont des anciens déplacés. En outre, ils effectuent des travaux journaliers auprès des membres de la communauté hôte Certains déplacés ont affirmé qu'ils quittent tôt leur lieu d'hébergement pour la recherche de travaux journaliers qui est faiblement rémunérés.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Rien à signaler

Gaps et recommandations	Un besoin en une assistance alimentaire s'avère indispensable. Dans ce cadre il est important de : - Organiser des distributions d'urgence en Cash inconditionnel en faveur des personnes déplacées conditionnée par des sensibilisations sur le renforcement de la cohabitation pacifique et une bonne analyse Do no harm.

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Non
Impact de la crise sur l'abris	Environ 90% des PDIs ont affirmé avoir abandonnés lors de la fuite leurs articles ménagers essentiels. Ils sont aidés par les familles d'accueil après que ces derniers aient fini à préparer leurs repas. Ceci a un impact parfois sur leurs heures de repas, certains mangent à heures tardive autour de 21heures alors d'habitude ils mangeaient autour de 19 heures au plus tard. Ils manifestent des besoins en bâches, couvertures, nattes, ustensiles des cuisines et autres. Environ 95 % des femmes et des jeunes filles ont affirmé lors des focus group organisés qu'elles sont dans l'impossibilité d'avoir des kits de dignité pour se servir lors de leur période de menstruation, par conséquent, elles recourent à des morceaux de linge ou parfois utilisent des couches pour bébé pour celles qui ont des nourrissons. Lors des différents focus groups organisés dans la zone, il a été ressorti que les déplacés sont logés dans des familles d'accueil et les centres collectifs (Eglises CE 39). Certains dorment sur des nattes, des morceaux des sacs, des veuilles pagnes usagés et d'autres sur des pailles ou feuilles de bananerais ramassés dans la brousse. Environ 90% vivent dans des familles d'accueil et 10% dans les centres collectifs. D'autres vivent dans des abris de fortune abandonnés par les anciens déplacés qui vivaient dans cette zone et qui sont retournés dans leurs localités d'origine.

	Les conditions de vies dans ces abris sont précaires et n'offrent aucune protection contre les intempéries et exposent les déplacés aux maladies liées aux intempéries et aux cas des VBG. Dans les familles d'accueil, les déplacés vivent dans une promiscuité ou en moyenne sept à huit personnes se retrouvent dans une case d'environ 4mètres carrés sans intimité ni commodités suffisantes. Aucuns dispositifs de lavage de mains n'existent dans la zone. Les déplacés courent ainsi les risques de contracter les maladies d'origine hydriques et sont donc exposés à la Covid 19.
Type de logement	• Centre collectif • Familles d'accueil • Abris de fortune
Accès aux articles ménagers essentiels	Les déplacés ont affirmé qu'ils n'ont pas transporté leurs articles ménagers essentiels (nattes, bidons, couvertures, casseroles etc.). La plupart de ces articles ont été pillés et/ou incendiées. Tous les déplacés hommes, femmes, filles et garçons enquêtés ont relevé le manque d'articles ménagers essentiels (couverture, literie, ustensiles de cuisine et de ménage, bidons pour la collecte et le stockage de l'eau, et autres kits de dignité pour les femmes). Ceux qui sont dans des familles d'accueil ont déclaré qu'ils utilisent des ustensiles qui leur ont été cédés momentanément par des membres des familles d'accueil. Il sied de signaler que l'arrivée des déplacés en deux vagues a dépassé les capacités d'assistance des membres des familles d'accueil qui sont eux-mêmes paupérisés. La majorité des IDPs utilisent les AMEs des familles d'accueil qui malheureusement n'en n'ont pas aussi assez. Les ménages qui ont participé aux différents focus group affirment qu'ils utilisent à la fois la même casserole pour la cuisson, la lessive et le stockage de l'eau. Ii n'y a presque pas de bidons ni bassin pour le stockage de l'eau.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les déplacés font des prêts auprès des membres des familles d'accueil. Pour le moment, les familles d'accueil restent moins exigeantes dans la gestion et l'utilisation des AME par les ménages déplacés.
Situation des AME dans les marchés	Au marché de Gety, Aveba et Olongba certains AMEs sont disponibles.
Faisabilité de l'assistance ménage	Les ménages déplacés ne savent pas jusqu'à présent la période de leur retour suite à l'insécurité grandissante qui prévaut dans leurs milieux de provenance. D'où un besoin en distribution en AMEs.
Réponses données : Aucune réponse en AME à la fin de cette mission.	

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Pas des réponses	Aucune	ZS de Gety,	Populations déplacés Internes (IDPs)	Aucune assistance Jusque-là dans la Zone

Gaps et recommandations	Gaps : Manque des AMEs . Recommandation : - Fournir une assistance en AMEs et Abris dans un bref délai;

6.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Non
Moyens de subsistance	La survie de la majorité des populations déplacées dépend des travaux journaliers qu'elles effectuent auprès des membres de la communauté hôte et la générosité de certains membres des familles d'accueil faute d'une assistance depuis leur arrivée dans la zone.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Les ménages déplacés dépendent des travaux journaliers chez les opérateurs économiques, les familles d'accueil. Les plus vulnérables se contentent de la générosité des familles d'accueil ou de proches. Actuellement, les ménages déplacés ont des difficultés d'effectuer des mouvements pendulaires dans leurs zones de provenance à la recherche de nourriture à cause de l'insécurité

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune Organisation	Zone de santé de Gety	Populations déplacées Internes (IDPs)	

Gaps et recommandations	**Gaps** - Les populations déplacées n'ont pas accès aux moyens d'existence - L'insécurité et l'abandon des champs dans les zones de provenance sont la cause du manque de revenu pour accéder aux marchés - La plupart de localités évaluées ne bénéficient pas des réponses en SECAL. - **Recommandation** : - Appuyer les ménages déplacés avec des vivres et autres moyens de subsistance.

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	La zone dispose des marchés où seulement quelques denrées alimentaires et produits manufacturés de première nécessité sont disponibles.

Existence d'un opérateur pour les transferts	Il y a quelques opérateurs de transfert Mpesa à Olongba et Gety mais avec des fonds insuffisants de retrait ou d'envoi.

6.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Non
Risque épidémiologique	Le risque d'épidémie COVID- 19 est à craindre dans les zones visitées à cause des mauvaises conditions d'hébergement et le non-respect des mesures barrières et de lutte contre la covid 19 de la part des déplacés.
Accès à l'eau après la crise	Le besoin en eau reste une préoccupation majeure suite aux vagues de déplacement, cette dernière se pose avec acuité vu le nombre des déplacés présents dans ces zones. Dans la localité de Songo koyl, la population se sert d'une source aménagée sur fond propre de la communauté ayant un faible débit. Pour l'aménagement de cette source, chaque ménage était obligé de contribuer une somme de 3.000Fc comme contribution. Dans la localité de Olongba, une source a été aménagée par MSF en 2010 mais qui est aujourd'hui en mauvais état avec un débit très faible. Compte tenu de cette pénurie d'eau dans la zone, des querelles surgissent régulièrement entre les femmes et filles dans toutes ces localités et surtout avec les personnes déplacées. Il s'observe un long fil d'attente au niveau de source d'eau, d'où les femmes et jeunes filles sont obligées de s'y rendre vers 5heures du matin malgré les risques. Pour remédier à cette situation, certaines familles de PDI recourent plus aux eaux de ruissellement car les autochtones préfèrent être les premiers à être servis. Cette difficulté les expose aux maladies hydriques notamment (la diarrhée, la fièvre typhoïde et autres). Dans les localités évaluées, les déplacés éprouvent d'énormes difficultés en matière de douches et latrines. Les bains sont pris la nuit aux alentours des maisons ou la journée dans les rivières exposant ainsi leur dignité et avec les risques de violences sexuelles surtout pour les jeunes filles et femmes. Dans les localités concernées par l'évaluation, 60 % de la population n'ont pas de douches et latrines. Une porte de latrine est utilisée par plus de 15 ménages ont souligné certains participant lors de focus group.

Type d'assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : 50 à 70%.	Défécation à l'air libre : • Non
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	• Non	
Pratiques d'hygiène	Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains : moins de 10 % Type de produit utilisé : Savon et Cendre	

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Construction système de captage d'eau de pluie au niveau des CS	MEDAIR	Zone de santé de Gety	Déplacés et autochtones	

Gaps et recommandations	- Dispositifs lavage des mains fonctionnel au niveau de Structures - Latrines publiques et familiales **Recommandations** - Installer des dispositifs de lavage de mains dans les endroits publics. - Réhabiliter les sources existantes et construire d'autres pour une bonne couverture. - Sensibiliser les PDIs sur les bonnes pratiques d'hygiène.

6.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui
Risque épidémiologique	- Zones endémiques du paludisme, distribution des moustiquaires en juillet aux autochtones et non aux déplacés - Promiscuité au niveau des ménages (Famille d'accueil et centre collectif) - Une faible couverture des latrines au niveau des ménages entre 50 à 70%
Impact de la crise sur les services	

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

ZONE DE SANTE DE GETY

Indicateurs collectés au niveau des structures	Centre de santé de Reference de Olongba	Centre de santé de Soke	Centre de santé de Singo1	Moyenne
Taux d'utilisation des services curatifs	57 à 65 %	40 à 52 %	67 %	
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	60 à 62 %	32 %	45 %	
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aigües (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	57 à 65 %	12 à 17 %	28 %	
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	30 à 35 %	9 à 13 %	12 %	
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	15 %	18 à 20 %	06 à 13 %	
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0 %	0 %	0 %	

Services de santé dans la zone	Compléter le tableau ci-dessous :

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
Singo1	Centre de santé	12 lits	05	0	00	01
Soke	Centre de santé	36 lits	06	0	01	02
Olongba	Centre de santé de Reference	54 lits	24	0	01	04

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Gratuité des soins pour les déplacés	MEDAIR	Zone de santé de Gety	IDPs	Gratuité

Gaps et recommandations	Un besoin urgent d'appui institutionnel dans le secteur de santé : Gratuité de soin (SSP et SMI) pour les IDPs et est important pour soulager la souffrance de ces populations vulnérables dans d'autres structures de santé.

6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Non	
Impact de la crise sur l'éducation	• Ecoles servent d'hébergement pour les déplacés	Pendant les heures des cours, les salles de classes sont dégagées. Les PDIs y retournent afin de passer nuit.
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Non disponible lors de l'évaluation.	
Services d'Education dans la zone	30% seulement d'enfants déplacés fréquentent l'école dans toutes les localités évaluées. Cette situation serait due d'une part à la pléthore constatée dans les écoles où il y a la gratuité mais aussi à l'insuffisance d'établissements scolaires dans la zone. Par contre, dans les écoles où plusieurs enseignants ne sont pas mécanisés et payées, les parents sont obligés de débourser mensuellement une somme de 4500 FC pour chaque enfant en termes de frais Scolaire. Tel est le cas de l'EP Songo Koyi et Adumba. Étant en déplacement, certains parents n'ont pas de moyens pour payer ces frais, d'où environ 70 % d'enfants déplacés ne fréquentent pas l'école et sont exposés aux risque d'enrôlement dans les forces et groupes armés, à la délinquance juvénile, à l'exploitation économique ainsi qu'aux mariages forcés.	
Capacité d'absorption	Les écoles sont fonctionnelles mais ne sont pas en mesure d'absorber tous les enfants PDIs.	
Réponses données		
Non		
Gaps et recommandations	1. Equiper les salles de classes par des pupitres, tableaux, craies, cahiers, boites de stylos bleu et rouge ainsi que d'autres matériels didactiques selon les besoins ; 2. Augmenter la capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction de salles de classe)	

Secteur ou Cluster (s) concernés	Problèmes	Recommandations	délai
CLIO	Sécurité de la population et leurs biens	• Faire un plaidoyer auprès des autorités politico-militaires pour renforcer la sécurité et mécanismes de protection des civils dans la zone .	Immédiat
	Absence des militaires FARDC dans la zone évaluée	• Faire un plaidoyer pour le déploiement des militaires des FARDC afin de sécuriser cette population et leurs biens afin de mitiger les risques de protection auxquels font face cette population	

Sécurité alimentaire	• Absence des réserves des vivres auprès des ménages déplacés • Rareté des denrées alimentaires sur le marché	• Envisager une distribution en cash transfert aux ménages des déplacés dans la zone	Immédiat
Cluster Protection Sous cluster VBG Sous cluster GTPE	• Exposition des femmes et filles mineures aux violences sexuelles/sexe de survie. • Présences des Enfants Non Accompagnés (ENA) dont le chiffre n'est pas connu sans assistance.	• Renforcer les activités de cohésion sociale dans la zone • Envisager une assistance en faveur des IDPs dans la zone pour réduire leurs expositions au sexe de survie. • Multiplier les sensibilisations sur les principes humanitaires • Plaidoyer auprès des acteurs de la Protection Enfants pour un profilage et la prise en charge des enfants non accompagnés à identifier dans la zone • Sensibiliser les IDPs et la communauté hôte sur la prévention de VBG et les questions PSEA	Immédiat En moyen terme
Santé et Nutrition	• Dotation des structures sanitaires en intrants	• Plaidoyer pour la gratuité des soins aux déplacés dans toutes ces structures.	Immédiat
AME et Abri	• Absence des AMEs • Promiscuité dans les abris en milieu d'accueil et centre collectifs,	• Distribution directe des AMEs en faveurs des déplacés • Améliorer les conditions d'hébergement des déplacés en construction d'abris pour libérer les salles le centre collectif amovibles pour les plus vulnérables et les personnes à besoins • Organisation de distribution de cash transfert pour vivres, abris et AMEs.	Immédiat
WASH	• Les points d'eau ne sont pas fonctionnels dans la zone. • Insuffisance des latrines hygiéniques dans la zone ; • Non-respect des règles d'hygiène et assainissement ;	• Réhabiliter et aménager les points d'eau non opérationnels dans la zone • Construire les latrines familiales et publiques dans la zone d'accueil. • Sensibiliser la communauté sur la bonne pratique d'hygiène et à l'utilisation des latrines hygiéniques et assainissement. .	En moyen terme En moyen terme Immédiat